

Économie mondiale : DES PERSPECTIVES SOLIDES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Malgré toutes les difficultés auxquelles elle reste confrontée, la région continue d'enregistrer de bons résultats, avec une croissance moyenne qui devrait dépasser les 5 % cette année et l'an prochain



Dans notre pays, les produits pétroliers au détail ont été largement subventionnés par le système fiscal ces dernières années

La directrice du Département Afrique subsaharienne du Fonds monétaire international, Antoinette M. Sayeh, vient de publier un point de vue sur les perspectives économiques de cette

partie du continent. Tout en constatant que les perspectives de croissance de l'économie mondiale restent faibles, et que les incertitudes demeurent élevées, l'analyse relève que pour tant l'Afrique subsaharienne, continue d'enregistrer de bons résultats, avec une croissance économique moyenne qui devrait dépasser les 5 % cette année et l'an prochain, malgré toutes les difficultés auxquelles elle reste confrontée.

L'économiste explique que cette résilience était déjà manifeste en 2008-2009 à un moment où l'économie mondiale traversait sa plus grave récession depuis les années 30, et où les pays à faible revenu se portaient finalement bien mieux que lors des précédentes récessions.

Selon Antoinette M. Sayeh, grâce à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes au cours des dix dernières années et aux allègements de dette, bon nombre de pays ont pu conduire des politiques contraires cycliques en laissant leur déficit budgétaire se creuser. Ils ont pu préserver des dépenses essentielles et la plupart d'entre eux ont augmenté leurs dépenses consacrées aux infrastructures, à la santé et à l'éducation. Par ailleurs, la forte croissance des pays émergents, qui sont les principaux partenaires commerciaux de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne

L'Afrique pourra-t-elle faire preuve de pareille résilience aujourd'hui? A ce propos, la directrice du Département Afrique subsaharienne souligne d'abord que l'économie mondiale connaît actuellement de sérieux problèmes. En effet, la zone euro est en proie à des tensions budgétaires et financières, les États-Unis, de leur côté, sont exposés au risque d'un assainissement budgétaire brutal et pour finir, même des pays émergents comme la Chine risquent un ralentissement de leur croissance.

Il faut noter aussi que selon estimations du FMI, un ralentissement prolongé de l'économie mondiale de 2 points du PIB réduirait la croissance en Afrique subsaharienne de 1 point de pourcentage par an. A cela il faut ajouter que beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne restent confrontés à des enjeux locaux. La sécheresse menace nombre d'entre eux et ses conséquences pourraient être désastreuses pour les prix des denrées alimentaires. D'autre part, la montée des tensions sur le plan de la sécurité en Afrique de l'Ouest (comme c'est le cas dans notre pays, Ndlr) représente une autre source de risques économiques. Ces tensions graves perturbent non seulement l'activité économique localement, mais aussi risquent de s'étendre aux pays voisins. Si la crise de 2008-09 a été bien gérée, les niveaux d'endettement ont depuis augmenté modérément et les déficits sont

PLUSIEURS OPTIONS. En conséquence, les pays où la croissance reste soutenue doivent revoir leur marge de manœuvre budgétaire afin de pouvoir faire face aux nouveaux risques. A cet effet, plusieurs options existent. Par exemple, beaucoup de pays maintiennent des subventions énergétiques coûteuses (en moyenne, 4 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne). De l'avis d'Antoinette M. Sayeh, non seulement ces subventions sont coûteuses, et réduisent l'espace budgétaire des dépenses publiques consacrées aux infrastructures, à la santé et à l'éducation, mais en plus, elles sont inefficaces car elles étouffent la croissance en décourageant l'entretien et l'investissement dans la production d'énergie, un élément vital pour la croissance future de l'Afrique. De nombreux pays peuvent aussi mobiliser des recettes supplémentaires, notamment grâce à leurs ressources naturelles.

Pour l'économiste, ces deux possibilités de reconstituer la marge budgétaire sont à considérer aussi au Mali, estime l'économiste, dans la mesure où elles pourraient alléger l'actuelle situation budgétaire difficile après les événements de mars 2012.

Chez nous souligne la responsable du Fonds, les produits pétroliers au détail ont été largement subventionnés par le système fiscal ces dernières années. Lorsque les prix à l'importation ont augmenté, les impôts ont souvent été réduits afin de maintenir les prix de vente au détail vers le bas. L'électricité est également subventionnée. Le budget fait des transferts à l'Energie du Mali (EDM) pour couvrir ses pertes. EDM fait des pertes en permanence parce que son prix de vente est inférieur à ses coûts de production. Les montants totaux sont importants: en 2011, les subventions sur des produits pétroliers et de l'électricité combinées étaient de 70 milliards et équivalaient presque à l'ensemble des dépenses actuelles de santé (85 %).

L'économie mondiale va peut-être traverser une période prolongée d'incertitude et de fragilité, Mais, les perspectives de l'Afrique à long terme restent solides, estime Antoinette M. Sayeh, relevant que de nombreux pays connaissent une période prolongée de croissance forte, qui, dans certains cas, dépasse celle que les « tigres asiatiques » ont connu pendant ces vingt premières années. L'investissement augmente et renforce le potentiel économique. Par ailleurs, les découvertes de ressources naturelles, conjuguées à la persistance des cours élevés des produits de base, offrent de nouvelles opportunités de croissance. Il sera indispensable de saisir ces occasions.

Concernant l'Afrique, selon des études récentes du FMI, la transformation de l'économie, processus par lequel une hausse rapide de la productivité agricole libère de la main-d'œuvre pour un secteur manufacturier qui se développe, est bien plus lente sur notre continent qu'elle ne l'a été en Asie.

Par ailleurs, étant donné l'importance, dans de nombreux pays africains, des industries extractives, qui créent souvent moins d'emplois que l'industrie manufacturière de base, le caractère « solidaire II de la croissance est moins affirmé. Il s'agit de problèmes importants auxquels il faut s'attaquer.

Le développement des infrastructures aura des répercussions positives importantes, pour

- le secteur agricole ; l'investissement dans l'éducation et la santé permettra de mettre en valeur le capital humain ; l'accélération de l'intégration régionale créera des marchés de plus grande taille et offrira des économies d'échelle aux investisseurs ; et l'amélioration du climat des affaires permettra d'attirer des investissements et des capitaux étrangers, ce qui réduira progressivement la dépendance à regard de l'aide. Pour l'économiste, rien de tout cela ne se fera automatiquement. Mais la mise en œuvre de politiques macroéconomiques solides, comme celles qu'on observe de plus en plus sur le continent africain, demeure un vecteur de changement puissant.

Synthèse F. MAIGA